



Déclaration liminaire du 20 octobre 2017 (2ème convocation)

Monsieur le Président,

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement les annonces destinées aux fonctionnaires sont particulièrement négatives. Ainsi, on peut citer

le nouveau gel du point d'indice (vraisemblablement sur l'ensemble du quinquennat),

le retour du jour de carence,

l'augmentation de 1,7 points de la CSG,

la suppression de 50000 emplois dans la Fonction Publique d'État sur l'ensemble du quinquennat,

la baisse des crédits de fonctionnement.

Bref, on l'aura compris, la Fonction publique sera en première ligne des mesures austéritaires de baisse des déficits publics pour rentrer dans les clous des «sacro-saints» 3% imposés par l'Union Européenne.

Le Projet de Loi de Finances pour 2018 (PLF 2018), présenté le 27 septembre dernier, confirme pour la DGFIP cette politique de démantèlement avec, à nouveau, la suppression nette de 1600 emplois.

Ainsi, la DGFIP supportera la totalité des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État pour 2018. De ce point de vue le message de la Direction Générale, paru sur Ulysse le 28 septembre dernier, a quelque chose d'indécent en laissant penser que ce « n'est pas si terrible que cela » quand il fait référence aux 1,56% du total des emplois que cela représente.

C'est scandaleux, car il se garde bien de mentionner que depuis la création de la DGFIP c'est plus de 20 000 postes qui ont été sacrifiés. C'est l'équivalent d'un plan social à l'intérieur de la Fonction Publique. Par ailleurs, le ministre Darmanin a bien confirmé, devant plusieurs interlocuteurs, que l'objectif des 50 000 suppressions d'emplois sera tenu.

Quand on sait que les priorités iront à la police, l'armée, la justice et à l'éducation nationale, il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que la DGFIP et Bercy en seront les principales victimes. De plus, le 1er ministre, en initiant le Plan d'Action Publique 2022 et la mise en place du Comité Action Publique 22 (CAP 22), s'inscrit dans la droite ligne de la RGPP de Nicolas Sarkozy et la MAP de François Hollande.

Bien sûr la feuille de route doit respecter les orientations du Président de la République : baisse de la dépense publique, rétrécissement du rôle de l'État. Mais l'analyse concomitante des 4 points spécifiques et des cinq chantiers transversaux contenus dans la circulaire du 26 septembre est porteuse de lourdes menaces, notamment sur le périmètre et la nature des interventions de l'État (et donc sur les missions et leur transfert aux collectivités territoriales ou au privé) et sur l'organisation territoriale des services publics. Le calendrier annoncé (le Comité devant faire des

propositions avant l'été 2018) montre que les dés sont déjà jetés, la doctrine de régressions sociales déjà arrêtée, le service public sans cesse présenté comme un coût.

Il ne s'agit pas, comme le présentera le pouvoir politique, d'un débat général sur les services publics, leur place, leur rôle et leur financement. Ce débat, tout à fait légitime dans une démocratie, mériterait d'être plus ambitieux, plus large et qu'on lui accorde plus de temps.

Solidaires Finances Publique réaffirme fermement son opposition à l'ensemble de ces orientations qui sont uniquement dictées par l'idéologie néo-libérale budgétariste et une optique strictement comptable de l'organisation d'une société. Aussi, nous appelons avec l'intersyndicale les agents de la DGFIP à répondre aux différentes mobilisations qui vont voir le jour, sans oublier le taux de 37,78 d'agents grévistes du 54 lors de la journée Fonction publique du 10 octobre pour :

- Augmenter le pouvoir d'achat*
- Préserver le statut*
- Arrêter les suppressions d'emplois*
- Stopper la démarche de l'ASR*

A la lecture de nos liminaires, il nous est souvent répondu par les responsables administratifs qu'ils ont bien peu de poids et de latitude face aux réformes qui se succèdent à la DGFIP.

C'est sans doute vrai, mais ils sont en revanche libres de la manière dont ils les mettent en oeuvre au plan local. Pour preuve, à la DDFIP 54, la manière dont est conduit le projet de fermeture du SIE de Longwy, du transfert du spf de Toul transfert du recouvrement des trésoreries Blamont -Cirey et Baccarat-Badonviller au sip de Lunéville et Saint -Nicolas de Port et Haroue Vezelise au sip sud est. :

- une concertation tronquée aussi bien avec les élus que les agents,*
- des informations parfois incomplètes (document de CT, analyse des plus édulcorées fournie à certains élus, ...)*
- des agents qui n'ont pu anticiper la fermeture de leur service et sans perspective*
- un manque de considération pour les usagers non connectés et/ou fragiles,*
- sans parler de l'habituel manque de fiches d'impact complètes et précises, de commissions immobilières permettant aux membres du CHSCT de prendre l'entière mesure de ces fermetures et d'élaborer un plan de prévention.*

Pour preuve également, l'absence constante de volonté d'initier une véritable politique de prévention des RPS dans notre département. Les CHSCT et CT se succèdent et nous attendons toujours. Aujourd'hui, tous les éléments existent pour un accroissement des Risques Psycho sociaux.

A l'aune des profondes mutations que notre administration risque de connaître, s'en remettre à la bonne volonté des uns et des autres ou croiser les doigts pour conjurer le sort ne peut plus suffire.

Et pour conclure, Mr le président voici un échange entre deux membres éminents de l'économie Française que l'on pourrait croire d 'un autre siècle.

MAZARIN A COLBERT: "Pour trouver de l'argent, il arrive un moment où tripoter ne suffit plus. J'aimerais que Monsieur le Surintendant m'explique comment on s'y prend pour dépenser encore quand on est endetté jusqu'au cou"

...Réponse de COLBERT: "Il y a quantité de gens qui sont entre les deux, ni pauvres, ni riches. Des honnêtes gens qui travaillent, rêvant d'être riches et redoutant d'être pauvres. C'est ceux-là que nous devons taxer, encore plus, toujours plus! Ceux-là plus tu leur en prends, plus ils travaillent pour compenser; c'est un réservoir inépuisable" .../...